



Les Français, les Conseils généraux et l'avenir des départements

Ifop pour Dimanche Ouest France



JF/EP N° 112860

Contacts Ifop :

Jérôme Fourquet / Esteban Pratviel

Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

TEL : 01 45 84 14 44

prenom.nom@ifop.com

MARS 2015

Sommaire

- 1 - La méthodologie	1
- 2 - Les principaux enseignements	4
- 3 - Les résultats de l'étude	7
La connaissance du nom du Président de son Conseil Général	8
Le choix entre Conseil général et Conseil régional pour l'attribution de différentes compétences	10
L'adhésion à la suppression des départements	16

- 1 -

La méthodologie

Méthodologie

Ce document présente les résultats d'une étude réalisée par l'Ifop. Elle respecte fidèlement les principes scientifiques et déontologiques de l'enquête par sondage. Les enseignements qu'elle indique reflètent un état de l'opinion à l'instant de sa réalisation et non pas une prédiction.

Aucune publication totale ou partielle ne peut être faite sans l'accord exprès de l'Ifop.

Etude réalisée par l'Ifop pour Dimanche Ouest France

Echantillon



L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de **1 400** personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Méthodologie



La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil



Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 27 Février au 5 Mars 2015.

Retrouvez gracieusement les sondages et analyses publiés de l'Ifop sur :

Nos applications mobiles



Android



iPhone / iPad

Notre site Internet



www.ifop.com

Les réseaux sociaux



@IfopOpinion



Ifop Opinion

Précision relative aux marges d'erreur

La théorie statistique permet de mesurer l'incertitude à attacher à chaque résultat d'une enquête. Cette incertitude s'exprime par un intervalle de confiance situé de part et d'autre de la valeur observée et dans lequel la vraie valeur a une probabilité déterminée de se trouver. Cette incertitude, communément appelée « marge d'erreur », varie en fonction de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé comme le montre le tableau ci-dessous :

INTERVALLE DE CONFIANCE A 95% DE CHANCE						
Taille de l'échantillon	Si le pourcentage trouvé est...					
	5 ou 95%	10 ou 90%	20 ou 80%	30 ou 70%	40 ou 60%	50%
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
700	1,6	2,3	3,0	3,5	3,7	3,8
800	1,5	2,1	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2 000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
3 000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8
4 000	0,7	0,9	1,3	1,5	1,6	1,6
5 000	0,6	0,8	1,1	1,3	1,4	1,4
6 000	0,6	0,8	1,1	1,3	1,4	1,4
8 000	0,5	0,7	0,9	1,0	1,1	1,1
10 000	0,4	0,6	0,8	0,9	0,9	1,0

Exemple de lecture du tableau : dans le cas d'un échantillon de **1000** personnes, si le pourcentage mesuré est de **10%**, la marge d'erreur est égale à **1,8**. Le vrai pourcentage est donc compris entre 8,2% et 11,8%.

- 2 -

Les principaux enseignements

A deux semaines du premier tour des élections départementales, seuls trois de nos concitoyens sur dix connaissent le nom du Président de leur Conseil Général (29%) – 15% pensent le savoir, mais à tort –, attestant de la sorte du déficit de notoriété dont pâtiennent ces institutions locales et leurs représentants. Les personnes les plus âgées semblent toutefois plus au fait que leurs cadets : 48% des personnes âgées de 65 ans et plus ont été en mesure de donner le nom exact du Président de leur Conseil général, contre 15% seulement pour les moins de 35 ans, qui lisent moins la PQR et les magazines édités par les Conseils Généraux. De la même façon, les habitants de l'agglomération parisienne sont en retrait (21%, -8 points par rapport à l'ensemble).

Pour autant, le faible intérêt que nos concitoyens semblent témoigner à l'égard de leurs représentants locaux et au sujet de la politique menée sur leur territoire ne doit pas être interprété comme de l'indifférence. Même si, à la question des transferts de compétence, environ un quart d'entre eux se dispense de donner un avis.

Ceux qui se prononcent s'avèrent relativement partagés. Toutefois, de manière tendancielle, on observe que les Français interrogés penchent en faveur du maintien aux Conseils Généraux de chaque compétence testée. L'écart entre les personnes souhaitant que la compétence reste attribuée au niveau départemental et celles désirant que celle-ci soit transférée au niveau régional est tangible pour ce qui constitue le cœur d'activité de l'institution : l'action sociale - 44% des interviewés préfèrent que l'aide sociale reste gérée au niveau du Département (contre 31% qui préfèrent un transfert à la Région) -, les transports – les transports scolaires (44% contre 34%), l'entretien des routes départementales et des axes locaux (42% contre 36%) – ou enfin les aides au développement économique local (42% contre 34%). En revanche, sur la construction et l'entretien des collèges, il est difficile de dégager une inclinaison pour l'une ou l'autre des solutions, l'écart n'étant que de 4 points entre les partisans de la compétence départementales (41%) et ceux de la compétence régionale (37%).

Dans le détail et de manière assez attendue, il apparaît que les ruraux témoignent d'un attachement plus grand aux compétences du Conseil Général. Il en est ainsi concernant les transports scolaires (50%, +7 points par rapport aux urbains), l'entretien des routes départementales et des axes routiers locaux (45%, +3 points), les aides au développement économique local (47%, +6 points) ou la construction et l'entretien des collèges (45%, +6 points). Sans surprise, les partisans de la suppression des Conseils Généraux sont plus enclins à favoriser le transfert des compétences proposées aux Conseils Régionaux. Pour autant, il en demeure systématiquement environ un tiers pour se prononcer pour leur maintien au niveau départemental !

Enfin, il convient de noter que la question de l'action sociale du département est celle qui divise le plus équitablement les Français, quasiment aucun d'écart se faisant jour selon leur lieu d'habitation (45% des habitants de zone rurale préféreraient qu'elle reste attribuée aux Conseils Généraux, 44% au sein des communes urbaines de province, 39% dans l'agglomération parisienne). Même le fait d'adhérer à la suppression des Conseils Généraux ne génère pas de rejet massif du maintien de la compétence au niveau départemental : 38% des interviewés favorables à la suppression des CG sont tout de même d'avis que cette compétence leur reste, contre 38% pour un transfert à la Région.

A deux semaines des élections les concernant, l'existence même des Conseils Généraux est questionnée et divise les Français : 52% d'entre eux se déclarent favorables à la suppression de l'institution locale. La légitimité de la représentation départementale, fortement affaiblie par l'impact de la crise économique et la sensibilité plus forte de nos concitoyens à la dépense publique, vacille en effet depuis le début de l'année 2014 où 6 Français sur 10 se prononçaient en faveur de leur suppression. C'est donc un certain rééquilibrage des positions qui s'observe aujourd'hui (52%, -8 points en faveur de la suppression de l'échelon), comme si les arguments déployés par les

« départementalistes » à l'occasion des débats sur la réforme territoriale avaient fini par rencontrer un certain écho, notamment dans les campagnes. En effet, c'est parmi les ruraux que l'adhésion à la suppression a le plus reculé : -11 points par rapport à l'enquête d'avril 2014, contre -7 points parmi les urbains de province et -4 points en région parisienne.

Les clivages observés précédemment se vérifient, les personnes témoignant d'un attachement plus fort à l'institution étant, assez logiquement, plutôt en faveur de son maintien - 60% des habitants de communes rurales sont opposés à la suppression des Conseils Généraux (+14 points par rapport aux citoyens). Quant au clivage politique, il s'opère davantage entre les partis dits de gouvernement et les extrêmes, qu'entre gauche et droite : 61% des électeurs de Jean-Luc Mélenchon en 2012 et 57% de ceux de Marine Le Pen sont opposés à la suppression des départements, contre 39% des électeurs de François Hollande, 40% de ceux de François Bayrou, et 41% de ceux de Nicolas Sarkozy.

- 3 -

Les résultats de l'étude

La connaissance du nom du Président de son Conseil Général

Question : Connaissez-vous le nom du Président de votre Conseil Général ?

– Question ouverte –

	Ensemble Mars 2015 (%)
TOTAL Oui	44
• Oui et réponse exacte.....	29
• Oui et réponse erronée	15
Non	56
TOTAL.....	100

La connaissance du nom du Président de son Conseil général

	TOTAL Oui (%)	Oui et réponse exacte (%)	Oui et réponse erronée (%)	Non (%)
ENSEMBLE	44	29	15	56
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)				
Homme	49	33	16	51
Femme	39	25	14	61
AGE DE L'INTERVIEWE(E)				
Moins de 35 ans	28	15	13	72
18 à 24 ans	30	16	14	70
25 à 34 ans	26	14	12	74
35 ans et plus	49	34	15	51
35 à 49 ans	42	28	14	58
50 à 64 ans	51	34	17	49
65 ans et plus	55	41	14	45
PROFESSION DE L'INTERVIEWE(E)				
ACTIF	40	25	15	60
CSP+	49	33	16	51
Artisan ou commerçant	52	30	22	48
Profession libérale, cadre supérieur	48	34	14	52
Profession intermédiaire	46	30	16	54
CSP-	32	19	13	68
Employé	32	21	11	68
Ouvrier	32	17	15	68
INACTIF	48	33	15	52
Retraité	56	41	15	44
Autre inactif	35	19	16	65
STATUT DE L'INTERVIEWE(E)				
Salarié	40	26	14	60
Salarié du secteur public	45	31	14	55
Salarié du secteur privé	38	24	14	62
Indépendant sans salarié / Employeur	46	25	21	54
CATEGORIE D'AGGLOMERATION				
Communes rurales	43	31	12	57
Communes urbaines de province	44	30	14	56
Agglomération parisienne	44	21	23	56
REGION				
Région parisienne	44	22	22	56
Province	43	30	13	57
Nord est	43	30	13	57
Nord ouest	41	30	11	59
Sud ouest	55	40	15	45
Sud est	42	27	15	58
PROXIMITE POLITIQUE				
Gauche	51	34	17	49
LO / NPA (*)	37	17	20	63
Front de Gauche	48	31	17	52
Parti Socialiste	57	42	15	43
Europe Ecologie / Les Verts	38	17	21	62
Modem	44	27	17	56
Droite	42	28	14	58
UDI	53	42	11	47
UMP	47	32	15	53
Front National	33	20	13	67
Aucune formation politique	37	24	13	63
VOTE A LA PRESIDENTIELLE 2012 (1er tour)				
Jean-Luc Mélenchon	43	32	11	57
François Hollande	55	40	15	45
François Bayrou	44	27	17	56
Nicolas Sarkozy	45	30	15	55
Marine Le Pen	37	20	17	63
ADHESION à LA SUPPRESSION DES CONSEILS GENERAUX				
Favorable	45	28	17	55
Opposé	42	30	12	58

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs

Le choix entre Conseil général et Conseil régional pour l'attribution de différentes compétences

Question : Vous savez que dans le cadre de la réforme territoriale, les compétences actuelles des Conseils généraux, c'est-à-dire les départements, pourraient être attribuées aux Conseils régionaux. Pour chacune des compétences suivantes, estimez-vous qu'il faudrait qu'elle reste attribuée aux Conseils généraux ou qu'elle soit transférée aux Conseils régionaux ?

	Reste attribuée aux Conseils généraux (%)	Soit transférée aux Conseils régionaux (%)	Vous ne savez pas (%)	TOTAL (%)
• L'aide sociale : RSA, allocations pour les personnes âgées dépendantes (APA) et handicapées	44	31	25	100
• Les transports scolaires	44	34	22	100
• L'entretien des routes départementales et des axes routiers locaux	42	36	22	100
• Les aides au développement économique local	42	34	24	100
• La construction et l'entretien des collèges	41	37	22	100

Le choix entre Conseil général et Conseil régional pour l'attribution de différentes compétences

L'aide sociale : RSA, allocations pour les personnes âgées dépendantes (APA) et handicapées

	Reste attribuée aux Conseils généraux (%)	Soit transférée aux Conseils régionaux (%)	Vous ne savez pas (%)
ENSEMBLE	44	31	25
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)			
Homme	45	34	21
Femme	42	29	29
AGE DE L'INTERVIEWE(E)			
Moins de 35 ans	39	29	32
18 à 24 ans	41	26	33
25 à 34 ans	38	30	32
35 ans et plus	45	32	23
35 à 49 ans	38	32	30
50 à 64 ans	47	33	20
65 ans et plus	51	33	16
PROFESSION DE L'INTERVIEWE(E)			
ACTIF	39	32	29
CSP+	41	32	27
Artisan ou commerçant	38	39	23
Profession libérale, cadre supérieur	41	30	29
Profession intermédiaire	39	38	23
CSP-	37	29	34
Employé	40	27	33
Ouvrier	34	31	35
INACTIF	50	31	19
Retraité	51	34	15
Autre inactif	49	24	27
STATUT DE L'INTERVIEWE(E)			
Salarié	38	33	29
Salarié du secteur public	37	37	26
Salarié du secteur privé	38	32	30
Indépendant sans salarié / Employeur	44	28	28
CATEGORIE D'AGGLOMERATION			
Communes rurales	45	30	25
Communes urbaines de province	44	31	25
Agglomération parisienne	39	35	26
REGION			
Région parisienne	40	35	25
Province	44	31	25
Nord est	46	29	25
Nord ouest	42	32	26
Sud ouest	47	27	26
Sud est	43	32	25
PROXIMITE POLITIQUE			
Gauche	50	31	19
LO / NPA (*)	49	29	22
Front de Gauche	57	28	15
Parti Socialiste	49	34	17
Europe Ecologie / Les Verts	42	27	31
Modem	46	29	25
Droite	43	35	22
UDI	31	50	19
UMP	46	34	20
Front National	42	34	24
Aucune formation politique	36	27	37
VOTE A LA PRESIDENTIELLE 2012 (1er tour)			
Jean-Luc Mélenchon	55	26	19
François Hollande	47	36	17
François Bayrou	35	38	27
Nicolas Sarkozy	42	36	22
Marine Le Pen	45	32	23
ADHESION à LA SUPPRESSION DES CONSEILS GENERAUX			
Favorable	38	37	25
Opposé	49	25	26

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs

Le choix entre Conseil général et Conseil régional pour l'attribution de différentes compétences

Les transports scolaires

	Reste attribuée aux Conseils généraux (%)	Soit transférée aux Conseils régionaux (%)	Vous ne savez pas (%)
ENSEMBLE	44	34	22
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)			
Homme	45	37	18
Femme	43	32	25
AGE DE L'INTERVIEWE(E)			
Moins de 35 ans	43	30	27
18 à 24 ans	42	30	28
25 à 34 ans	44	30	26
35 ans et plus	45	35	20
35 à 49 ans	45	30	25
50 à 64 ans	42	41	17
65 ans et plus	49	36	15
PROFESSION DE L'INTERVIEWE(E)			
ACTIF	43	32	25
CSP+	48	28	24
Artisan ou commerçant	42	35	23
Profession libérale, cadre supérieur	47	26	27
Profession intermédiaire	42	39	19
CSP-	40	32	28
Employé	44	28	28
Ouvrier	34	37	29
INACTIF	47	36	17
Retraité	50	37	13
Autre inactif	42	34	24
STATUT DE L'INTERVIEWE(E)			
Salarié	43	33	24
Salarié du secteur public	43	36	21
Salarié du secteur privé	43	32	25
Indépendant sans salarié / Employeur	48	25	27
CATEGORIE D'AGGLOMERATION			
Communes rurales	50	29	21
Communes urbaines de province	43	36	21
Agglomération parisienne	42	33	25
REGION			
Région parisienne	43	33	24
Province	45	34	21
Nord est	48	29	23
Nord ouest	43	37	20
Sud ouest	48	31	21
Sud est	42	38	20
PROXIMITE POLITIQUE			
Gauche	49	34	17
LO / NPA (*)	49	27	24
Front de Gauche	49	36	15
Parti Socialiste	51	35	14
Europe Ecologie / Les Verts	39	34	27
Modem	45	39	16
Droite	45	37	18
UDI	50	37	13
UMP	48	35	17
Front National	43	37	20
Aucune formation politique	38	29	33
VOTE A LA PRESIDENTIELLE 2012 (1er tour)			
Jean-Luc Mélenchon	45	35	20
François Hollande	51	36	13
François Bayrou	43	35	22
Nicolas Sarkozy	47	35	18
Marine Le Pen	40	38	22
ADHESION à LA SUPPRESSION DES CONSEILS GENERAUX			
Favorable	37	41	22
Opposé	52	27	21

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs

Le choix entre Conseil général et Conseil régional pour l'attribution de différentes compétences

L'entretien des routes départementales et des axes routiers locaux

	Reste attribuée aux Conseils généraux (%)	Soit transférée aux Conseils régionaux (%)	Vous ne savez pas (%)
ENSEMBLE	42	36	22
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)			
Homme	44	39	17
Femme	40	34	26
AGE DE L'INTERVIEWE(E)			
Moins de 35 ans	40	31	29
18 à 24 ans	41	30	29
25 à 34 ans	39	32	29
35 ans et plus	43	38	19
35 à 49 ans	41	33	26
50 à 64 ans	45	38	17
65 ans et plus	42	44	14
PROFESSION DE L'INTERVIEWE(E)			
ACTIF	41	33	26
CSP+	43	34	23
Artisan ou commerçant	52	31	17
Profession libérale, cadre supérieur	41	33	26
Profession intermédiaire	47	34	19
CSP-	37	32	31
Employé	37	31	32
Ouvrier	37	34	29
INACTIF	43	41	16
Retraité	44	44	12
Autre inactif	42	33	25
STATUT DE L'INTERVIEWE(E)			
Salarié	41	33	26
Salarié du secteur public	44	35	21
Salarié du secteur privé	40	33	27
Indépendant sans salarié / Employeur	47	31	22
CATEGORIE D'AGGLOMERATION			
Communes rurales	45	33	22
Communes urbaines de province	42	37	21
Agglomération parisienne	37	39	24
REGION			
Région parisienne	39	38	23
Province	42	36	22
Nord est	47	29	24
Nord ouest	40	40	20
Sud ouest	43	34	23
Sud est	40	39	21
PROXIMITE POLITIQUE			
Gauche	45	38	17
LO / NPA (*)	52	30	18
Front de Gauche	55	27	18
Parti Socialiste	43	45	12
Europe Ecologie / Les Verts	38	31	31
Modem	36	45	19
Droite	45	36	19
UDI	39	48	13
UMP	46	36	18
Front National	46	34	20
Aucune formation politique	34	33	33
VOTE A LA PRESIDENTIELLE 2012 (1er tour)			
Jean-Luc Mélenchon	52	27	21
François Hollande	46	42	12
François Bayrou	32	44	24
Nicolas Sarkozy	43	38	19
Marine Le Pen	46	33	21
ADHESION à LA SUPPRESSION DES CONSEILS GENERAUX			
Favorable	33	45	22
Opposé	52	26	22

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs

Le choix entre Conseil général et Conseil régional pour l'attribution de différentes compétences

Les aides au développement économique local

	Reste attribuée aux Conseils généraux (%)	Soit transférée aux Conseils régionaux (%)	Vous ne savez pas (%)
ENSEMBLE	42	34	24
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)			
Homme	41	38	21
Femme	43	30	27
AGE DE L'INTERVIEWE(E)			
Moins de 35 ans	43	25	32
18 à 24 ans	44	24	32
25 à 34 ans	42	26	32
35 ans et plus	41	37	22
35 à 49 ans	42	30	28
50 à 64 ans	42	39	19
65 ans et plus	39	45	16
PROFESSION DE L'INTERVIEWE(E)			
ACTIF	41	32	27
CSP+	41	33	26
Artisan ou commerçant	46	35	19
Profession libérale, cadre supérieur	40	30	30
Profession intermédiaire	42	39	19
CSP-	40	28	32
Employé	44	24	32
Ouvrier	34	33	33
INACTIF	43	37	20
Retraité	41	44	15
Autre inactif	47	24	29
STATUT DE L'INTERVIEWE(E)			
Salarié	41	31	28
Salarié du secteur public	44	33	23
Salarié du secteur privé	40	31	29
Indépendant sans salarié / Employeur	40	37	23
CATEGORIE D'AGGLOMERATION			
Communes rurales	47	30	23
Communes urbaines de province	41	35	24
Agglomération parisienne	39	36	25
REGION			
Région parisienne	40	35	25
Province	42	34	24
Nord est	46	28	26
Nord ouest	42	36	22
Sud ouest	41	35	24
Sud est	40	36	24
PROXIMITE POLITIQUE			
Gauche	44	37	19
LO / NPA (*)	55	24	21
Front de Gauche	52	33	15
Parti Socialiste	43	41	16
Europe Ecologie / Les Verts	36	32	32
Modem	41	42	17
Droite	44	35	21
UDI	43	42	15
UMP	44	36	20
Front National	43	32	25
Aucune formation politique	36	27	37
VOTE A LA PRESIDENTIELLE 2012 (1er tour)			
Jean-Luc Mélenchon	49	32	19
François Hollande	44	42	14
François Bayrou	35	40	25
Nicolas Sarkozy	42	37	21
Marine Le Pen	45	31	24
ADHESION à LA SUPPRESSION DES CONSEILS GENERAUX			
Favorable	33	43	24
Opposé	52	24	24

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs

Le choix entre Conseil général et Conseil régional pour l'attribution de différentes compétences

La construction et l'entretien des collèges

	Reste attribuée aux Conseils généraux (%)	Soit transférée aux Conseils régionaux (%)	Vous ne savez pas (%)
ENSEMBLE	41	37	22
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)			
Homme	41	40	19
Femme	41	34	25
AGE DE L'INTERVIEWE(E)			
Moins de 35 ans	40	32	28
18 à 24 ans	41	32	27
25 à 34 ans	39	32	29
35 ans et plus	41	39	20
35 à 49 ans	38	36	26
50 à 64 ans	44	38	18
65 ans et plus	41	44	15
PROFESSION DE L'INTERVIEWE(E)			
ACTIF	39	35	26
CSP+	36	40	24
Artisan ou commerçant	30	51	19
Profession libérale, cadre supérieur	37	37	26
Profession intermédiaire	40	40	20
CSP-	40	31	29
Employé	42	29	29
Ouvrier	37	34	29
INACTIF	44	40	16
Retraité	43	44	13
Autre inactif	45	33	22
STATUT DE L'INTERVIEWE(E)			
Salarié	39	35	26
Salarié du secteur public	39	38	23
Salarié du secteur privé	39	35	26
Indépendant sans salarié / Employeur	36	37	27
CATEGORIE D'AGGLOMERATION			
Communes rurales	45	34	21
Communes urbaines de province	39	39	22
Agglomération parisienne	40	36	24
REGION			
Région parisienne	42	34	24
Province	41	38	21
Nord est	42	34	24
Nord ouest	41	39	20
Sud ouest	39	39	22
Sud est	39	41	20
PROXIMITE POLITIQUE			
Gauche	45	38	17
LO / NPA (*)	50	29	21
Front de Gauche	52	33	15
Parti Socialiste	45	42	13
Europe Ecologie / Les Verts	35	34	31
Modem	40	40	20
Droite	41	41	18
UDI	33	54	13
UMP	43	40	17
Front National	41	38	21
Aucune formation politique	36	31	33
VOTE A LA PRESIDENTIELLE 2012 (1er tour)			
Jean-Luc Mélenchon	52	31	17
François Hollande	45	42	13
François Bayrou	39	39	22
Nicolas Sarkozy	40	41	19
Marine Le Pen	40	36	24
ADHESION à LA SUPPRESSION DES CONSEILS GENERAUX			
Favorable	32	46	22
Opposé	50	28	22

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs

L'adhésion à la suppression des départements

Question : Etes-vous favorable ou opposé à la suppression des Conseils Généraux, c'est-à-dire des départements, qui fusionneraient avec les Régions ?

	Rappel Octobre 2008 ¹ (%)	Rappel Avril 2014 ² (%)	Rappel Mai 2014 ³ (%)	Ensemble Mars 2015 (%)
• Favorable	39	<u>60</u>	<u>55</u>	<u>52</u>
• Opposé	<u>59</u>	40	44	48
- Ne se prononcent pas (réponse non suggérée)	2	-	1	-
TOTAL	100	100	100	100

¹ Sondage Ifop pour Dimanche Ouest France réalisé par téléphone du 2 au 3 octobre 2008 auprès d'un échantillon de 1004 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

² Sondage Ifop pour Sud Ouest Dimanche réalisé questionnaire auto-administré en ligne du 9 au 11 avril 2014 auprès d'un échantillon de 978 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

³ Sondage Ifop pour Dimanche Ouest France réalisé par téléphone du 7 au 10 mai 2014 auprès d'un échantillon de 973 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

L'adhésion à la suppression des départements

	Favorable (%)	Opposé (%)
ENSEMBLE	52	48
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)		
Homme	61	39
Femme	44	56
AGE DE L'INTERVIEWE(E)		
Moins de 35 ans	41	59
18 à 24 ans	38	62
25 à 34 ans	43	57
35 ans et plus	56	44
35 à 49 ans	49	51
50 à 64 ans	58	42
65 ans et plus	63	37
PROFESSION DE L'INTERVIEWE(E)		
ACTIF	51	49
CSP+	60	40
Artisan ou commerçant	53	47
Profession libérale, cadre supérieur	62	38
Profession intermédiaire	59	41
CSP-	42	58
Employé	42	58
Ouvrier	42	58
INACTIF	54	46
Retraité	61	39
Autre inactif	40	60
STATUT DE L'INTERVIEWE(E)		
Salarié	51	49
Salarié du secteur public	47	53
Salarié du secteur privé	52	48
Indépendant sans salarié / Employeur	53	47
CATEGORIE D'AGGLOMERATION		
Communes rurales	40	60
Communes urbaines de province	54	46
Agglomération parisienne	62	38
REGION		
Région parisienne	60	40
Province	50	50
Nord est	45	55
Nord ouest	52	48
Sud ouest	52	48
Sud est	52	48
PROXIMITE POLITIQUE		
Gauche	56	44
LO / NPA (*)	61	39
Front de Gauche	40	60
Parti Socialiste	63	37
Europe Ecologie / Les Verts	53	47
Modem	64	36
Droite	50	50
UDI	76	24
UMP	54	46
Front National	40	60
Aucune formation politique	46	54
VOTE A LA PRESIDENTIELLE 2012 (1er tour)		
Jean-Luc Mélenchon	39	61
François Hollande	61	39
François Bayrou	60	40
Nicolas Sarkozy	59	41
Marine Le Pen	43	57

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs